Zeitschrift: Domaine public Herausgeber: Domaine public

Band: - (2008) Heft: 1787

Rubrik: [Impressum]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. <u>Voir Informations légales.</u>

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

chargé de la défense, de la protection de la population et des sports. Et on poussera la charité jusqu'à passer sous silence les effets de la rigidité de certains services des administrations cantonales et communales.

Du côté de l'économie privée, les mises à jour différées ou les mensonges par omission ne sont pas rares. Sur le somptueux site d'UBS, il faut finement naviguer pour comprendre qu'il y a eu non réélection du président Marcel Ospel, et plus patiemment

encore pour trouver un sobre commentaire sur l'évolution du cours des actions nominatives de la plus grande banque suisse, qui peine à surmonter le seuil des 21 francs, montant unitaire payé pour la recapitalisation du printemps – dont il n'est pas davantage question que des difficultés persistantes de l'établissement aux trois clés. Quant au Credit Suisse, il donne – sans plastronner – les résultats du deuxième trimestre 2008, en nette amélioration par rapport aux trois premiers mois de l'année. Evidemment,

l'annonce de bonnes nouvelles reste plus facile que l'aveu d'affaires gênantes. On ne trouve pas mention de la «surveillance» d'Attac sur les sites de Nestlé, ni international, ni suisse.

Comme quoi les sites sont révélateurs de la marche des instances qui les gèrent et de leur politique d'information sélective, soit par ce qu'ils gomment sciemment, soit par ce qu'ils omettent par négligence.